

Une démarche qui redéfinit la géographie scolaire

Christine LAUER – IA-IPR Histoire-Géographie, Correspondante académique éducation prioritaire, Académie de Lyon

Le mot territoire en géographie est d'un usage récent et son sens reste polysémique. « *Le dictionnaire de la géographie de l'espace et des sociétés* » publié sous la direction de Jacques Levy et de Michel Lussault, Belin, réédition de 2013, recense huit définitions. Le traitement des programmes repose sur deux grandes approches du territoire : l'une relève de la pratique par les habitants et les acteurs, l'autre de la gestion et de l'administration. L'étude des modes d'habiter au cycle 3 « *doit faire entrer simplement et concrètement les élèves dans le raisonnement géographique par la découverte, la compréhension des relations dynamiques que les individus-habitants et les sociétés entretiennent à différentes échelles avec les territoires et les lieux qu'ils pratiquent, conçoivent, organisent, représentent* ». Au cycle 4, « *espaces et territoires, dans le cadre de leur aménagement par les sociétés sont questionnés au regard de la durabilité de leur développement et des effets géographiques de la mondialisation contemporaine* » (Bulletin officiel spécial n°11 du 26 novembre 2015). Le paragraphe consacré à l'enseignement de la géographie au lycée, précise que « *la discipline doit pouvoir répondre à des questions : Où ? Quels acteurs ? Comment ? Pourquoi ici et pas ailleurs ? -pour décrire et expliquer le fonctionnement des territoires à différentes échelles et mettre en évidence les interactions entre les sociétés et leur environnement* ». Ces questions, déjà posées par Antoine Bailly et Hubert Béguin dans *Introduction à la géographie humaine*, Paris, Masson, 1982, reprennent les principales questions que pose l'analyse géographique telle qu'elle s'est formalisée peu à peu à partir des questionnements de l'histoire. L'originalité géographique réside là tout entière dans la question du où, de la même façon que la question du quand reste, en histoire, la toute première.

La démarche prospective utilisée en géographie mais aussi en urbanisme, en aménagement (travaux du Cget et précédemment de la DATAR ou DIACT et désormais des régions auxquelles les lois de décentralisation ont dévolu la compétence) favorise la rencontre de l'élève avec le territoire et l'incite à se projeter comme un acteur pouvant agir :

- en recensant et en organisant des données en lien avec un enjeu territorial et sociétal (comment améliorer les mobilités ? Comment favoriser l'accès aux soins pour tous ? Comment aménager durablement les villes ? etc.)
- en sortant de la classe pour rencontrer des habitants et des acteurs du territoire (parfois aux représentations et aux intérêts divergents :
- pour observer les paysages, arpenter les lieux et donc apprendre à écouter et à voir le territoire, s'interroger sur son fonctionnement au regard de l'enjeu retenu.

- en élaborant un diagnostic territorial (forces/faiblesses/potentialités), qui nécessitera d'être dans le prospectif tout en étant rétrospectif pour comprendre les évolutions sur un temps plus ou moins long et identifier les évolutions pouvant infléchir, accentuer les tendances au sujet de l'enjeu identifié (cf. *Evaluation et territoires*, Sandrine Haas et Emmanuel Vigneron, étude commanditée par la DIACT, Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, La documentation française, Paris, 2007).
- en formulant et en confrontant ses hypothèses à celles des autres ; en analysant les conséquences des choix que l'on pourrait opérer.
- en rédigeant des scénarios souhaitables ou possibles, en produisant des productions graphiques pour rendre compte en argumentant.

L'enseignement d'une géographie prospective des territoires a pour finalité :

- D'apprendre à faire de la géographie et pas seulement d'apprendre la géographie en amenant les élèves à :
 - donner concrètement du sens aux notions (mobilité, accessibilité, urbain et péri-urbain, développement et inégalités...) et à les remobiliser.
 - s'emparer des outils du géographe (outils de géolocalisation, SIG, cartes et croquis, sites de données, traitement des images, maniement des échelles et compréhension de leur interconnection : situation des habitants qui ont plusieurs territoires de vie...).
 - mobiliser internet pour un usage savant et pas seulement ludique.
 - réaliser des productions. La dimension spatiale constitue un cadre méthodologique fort dans l'étude prospective, tant pour l'analyse du territoire que pour explorer le futur. Les représentations graphiques des territoires et des scénarios (croquis, schémas), les maquettes sont à encourager pour rendre visibles et lisibles les interactions et les dynamiques spatiales.
- D'engager l'élève à s'imaginer comme un futur citoyen et à agir comme tel. Pour Stéphane Cordobes, la démarche a pour objectif « *d'initier une dynamique collective, d'identifier les enjeux engageant l'avenir d'un espace géographique et d'élaborer, pour les relever, des stratégies pouvant se traduire en politiques publiques d'aménagement ou en projet de territoire* » (*"Le dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés"*, de Jacques Lévy et Michel Lussault). Plus simplement, à l'échelle des élèves, cette dynamique collective s'inscrit dans un apprentissage de la citoyenneté et du vivre ensemble. « Penser différents scénarios et œuvrer pour le meilleur » témoigne un lycéen, en classe de première S, à la Martinière Duchère à Lyon.

L'élève prend et apprend à prendre la parole dans l'espace public, comprend que le territoire n'est plus un « donné » hérité et figé mais un espace produit par les sociétés, par les choix – objectifs ou subjectifs - des acteurs, qu'il peut donc évoluer sans cesse et

notamment en lien avec d'autres territoires dans le cadre d'un espace de plus en plus ouvert et aujourd'hui mondialisé. L'élève peut mettre à distance ses représentations, questionner son ancrage territorial. Quelques enseignants s'engagent aujourd'hui dans un travail sur des territoires plus éloignés afin d'amener les élèves à s'emparer de territoires qui ne sont pas leurs territoires de vie, ce qui constitue un apprentissage à leur vie future.

Les enseignants de collège et de lycée qui ont adopté la démarche dans notre académie, pensent des mises en œuvre renouvelées des programmes, développent des pratiques de classe ancrées dans une pédagogie active et fortement participative. Ils constatent que la démarche peut apaiser le climat scolaire en réconciliant l'élève avec son territoire. Pour amener les professeurs nouvellement affectés au collège Aimé Césaire de Vaulx-en-Velin, à découvrir le territoire de vie des élèves, des collégiens ont conduit la ballade urbaine proposée par la Métropole.

La démarche prospective, par définition collective, peut engager les professeurs à travailler en interdisciplinarité (lien avec les lettres, les sciences économiques et sociales, les mathématiques, la philosophie etc.). Elle les incite à se former, à confronter leurs travaux, à évaluer autrement. Les journées de regroupement organisées en présence de l'équipe qui a travaillé sur « territoires 2040 » ou de géographes universitaires ayant participé à ou dirigé des travaux de prospective (Bernadette Merenne- Schoumaker, Michel Lussault, Emmanuel Vigneron) sont des moments attendus. Le Léa (Lieu d'éducation associé)¹ est aussi l'occasion de rencontres entre les six équipes engagées (les collèges Paul Eluard à Vénissieux (REP+), Aimé Césaire à Vaulx-en-Velin (REP+), de la Tourette à Lyon, d'Artemare dans l'Ain, le lycée général et technologique de la Martinière Duchère à Lyon et le lycée professionnel de Dardilly).

Christine Lauer
IA-IPR d'Histoire-Géographie
Correspondante académique éducation prioritaire
Académie de Lyon

1 : LéA : Le programme scientifique de l'IFÉ (Institut Français de l'Éducation) prévoit une modalité de recherche reposant sur des partenariats avec des établissements associés. Chaque établissement est associé spécifiquement à une recherche portée par une équipe de l'IFÉ ou partenaire de l'IFÉ. Le LéA « De la prospective territoriale aux processus de citoyenneté : construire, déconstruire, reconstruire pour s'inscrire dans un espace-temps social et politique » existe depuis 2016, à Lyon, et est soutenu par le Cget.